

Éditorial

La propagation du COVID-19 a provoqué de véritables ondes de choc partout dans le monde. Cette crise de santé publique, sans précédent à notre époque, a entraîné d'immenses souffrances et de lourdes pertes en vies humaines. La hausse exponentielle du nombre de patients contaminés et les conséquences dramatiques de la pandémie ont submergé les hôpitaux et les professionnels de santé, mettant à rude épreuve le secteur des soins de santé. Alors que les gouvernements luttent contre la propagation du virus en mettant à l'arrêt des secteurs entiers d'activité et en imposant des restrictions généralisées sur les déplacements, la crise sanitaire s'est muée en crise économique majeure, qui devrait être lourde de conséquences pour nos sociétés dans les années à venir. Selon les dernières *Perspectives économiques* de l'OCDE, même les scénarios les plus optimistes prévoient une récession brutale. Même si l'on parvient à éviter une deuxième vague de contaminations, l'activité économique mondiale devrait chuter de 6 % en 2020, et le taux de chômage moyen des pays de l'OCDE passer de 5.4 % en 2019 à 9.2 %. En cas de deuxième vague imposant un nouveau confinement, la situation serait encore plus sombre.

L'éducation n'a, quant à elle, pas été épargnée. Le confinement a interrompu la scolarisation traditionnelle, avec la fermeture des établissements d'enseignement à l'échelle nationale dans la plupart des pays membres ou partenaires de l'OCDE, pour une durée d'au moins 10 semaines dans la majorité des cas. Si la communauté éducative a déployé d'importants efforts pour maintenir la continuité pédagogique durant cette période, les enfants et les élèves ont dû compter davantage sur leurs propres ressources pour poursuivre l'apprentissage à distance par le biais d'Internet, de la télévision ou encore de la radio. Les élèves défavorisés sont ceux qui ont eu le plus de difficultés à s'adapter à cet apprentissage à distance. Les dépenses d'éducation pourraient également se trouver compromises dans les années à venir. Avec l'affectation des fonds publics d'urgence à la santé et à la protection sociale, les dépenses publiques à long terme au titre de l'éducation sont menacées, malgré les plans de relance à court terme de certains pays. Les financements privés se feront également plus rares avec l'affaiblissement de l'économie. Plus lourd de conséquences encore, le confinement a exacerbé les inégalités entre les travailleurs. Le télétravail est souvent une solution pour les plus qualifiés, mais il est rarement possible pour les travailleurs dont le niveau d'éducation est moins élevé. Et c'est parmi ces individus que figurent un bon nombre de ceux qui, en première ligne de la lutte contre la pandémie, ont assuré des services essentiels à la société.

Reconnaître l'importance de l'enseignement professionnel

Si l'enseignement à distance a permis une certaine continuité pédagogique sur le plan des apprentissages académiques, l'enseignement professionnel a lui été touché particulièrement durement par cette crise. Les mesures de distanciation sociale et la fermeture des entreprises ont rendu difficiles, voire impossibles, les apprentissages pratiques et en entreprise, qui sont essentiels dans l'enseignement professionnel. Et pourtant, ce secteur joue un rôle central pour assurer l'adéquation entre éducation et emploi, la réussite de l'entrée sur le marché du travail et, de manière plus générale, pour l'emploi et la reprise économique. En outre, nombre des professions qui constituaient les piliers de la vie économique et sociale durant le confinement reposent sur les diplômés de la filière professionnelle.

Cette nouvelle édition de *Regards sur l'éducation* met donc à l'honneur l'éducation et la formation professionnelles (EFP). Le plus souvent dispensé dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, mais aussi parfois dans le premier cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire, l'EFP permet d'acquérir des compétences commerciales, techniques et professionnelles. Généralement négligées au profit des parcours académiques plus prestigieux, les filières professionnelles sont souvent le parent pauvre des débats sur les politiques éducatives. De fait, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, les jeunes adultes sont aujourd'hui moins susceptibles de suivre une filière professionnelle, et plus susceptibles de suivre une formation universitaire académique, que ne l'étaient leurs parents. Cette tendance peut en partie refléter les perspectives à long terme sur le marché du travail : bien que les jeunes adultes au plus titulaires d'un diplôme de la filière professionnelle du deuxième cycle de l'enseignement secondaire soient plus susceptibles d'avoir un emploi que les diplômés de la filière générale de ce niveau d'enseignement, le taux d'emploi des premiers reste plus ou moins stable l'âge venant, tandis que celui des seconds augmente. Par contraste, l'avantage que procure un diplôme de l'enseignement tertiaire sur le marché du travail continue à augmenter avec l'âge. Les revenus sont également inférieurs : les diplômés de la filière professionnelle du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont des revenus similaires à ceux des diplômés de la filière générale de ce niveau d'enseignement, mais gagnent en moyenne 34 % de moins que les diplômés de l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE. Face aux préoccupations grandissantes concernant l'imprévisibilité du marché de l'emploi

et à la rapidité des progrès technologiques faisant place à la transformation numérique et à l'automatisation, il est important que les programmes d'EFP s'adaptent et dotent les élèves des compétences nécessaires à la société de demain.

Les pays disposant de systèmes d'EFP très performants ont prouvé leur grande efficacité pour intégrer les apprenants sur le marché du travail et offrir des possibilités de poursuite des apprentissages et de développement personnel. Durant le confinement qui a suivi la propagation du COVID-19, la dépendance à l'égard de services vitaux tels que l'industrie manufacturière et les soins de santé, dont nombre reposent sur l'enseignement professionnel, a mis en lumière, plus que jamais, la nécessité de porter un regard neuf sur l'EFP et de mettre en œuvre des mesures afin d'accroître son attrait auprès des apprenants. L'un des moyens d'y parvenir consiste à promouvoir l'apprentissage en entreprise et à renforcer les liens avec le secteur privé. Contrairement aux apprentissages exclusivement en milieu scolaire, les formations en alternance emploi-études permettent aux élèves d'avoir une compréhension unique du monde du travail. Mis en contact direct avec les employeurs, ils acquièrent les compétences les plus pertinentes et sont directement exposés au marché du travail. Malgré leurs avantages, ces types de programmes d'EFP sont encore peu répandus : ils ne représentent qu'un tiers des effectifs en filière professionnelle du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

Il est également important d'améliorer les possibilités de progression de l'EFP vers les niveaux supérieurs d'enseignement pour permettre aux élèves de développer des compétences valorisables dans le monde du travail. Le fait de donner aux élèves la possibilité de passer d'un type de programme à un autre, y compris à des niveaux supérieurs d'enseignement, montre également que l'EFP n'a rien d'une filière sans issue, mais peut au contraire ouvrir la voie à la poursuite des apprentissages et au développement personnel. La possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur encourage en outre les élèves en filière professionnelle à réussir leur formation. Bien que le taux de réussite des élèves scolarisés en filière professionnelle dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire soit inférieur à celui de leurs pairs scolarisés en filière générale, les premiers sont plus susceptibles de réussir leur formation lorsqu'elle donne accès à l'enseignement tertiaire que lorsqu'elle n'offre pas cette possibilité.

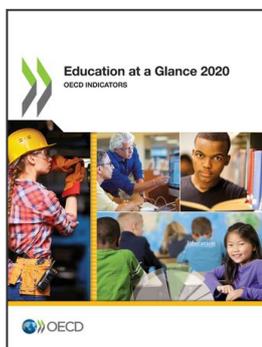
La plupart des pays ont mis en place des passerelles entre les filières professionnelles du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, près de 7 élèves sur 10 en filière professionnelle du deuxième cycle de l'enseignement secondaire suivent une formation leur permettant d'accéder, en théorie, à un niveau supérieur d'enseignement. Cependant, bien que ces passerelles existent, rares sont ceux qui les empruntent effectivement. Une enquête réalisée auprès de quelques pays de l'OCDE dans l'édition 2019 de *Regards sur l'éducation* montrait ainsi que le pourcentage d'élèves scolarisés en filière professionnelle est plus faible en licence que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Bien que les formations tertiaires de cycle court soient en général plus attrayantes pour les élèves en filière professionnelle que les formations de cycle long, elles n'existent pas dans tous les pays.

L'éducation au service de la résilience et de la reprise

Alors que nous entrons dans une phase de relance, il sera essentiel de réfléchir au rôle des systèmes d'éducation – et en particulier de l'enseignement professionnel – dans le développement de sociétés résilientes. L'EFP peut soutenir la formation de professionnels comme ceux de la santé ou de la petite enfance, ou encore du secteur manufacturier ou agricole, qui ont permis le maintien des services essentiels aux populations durant la pandémie. La crise sanitaire mondiale, et le confinement généralisé qui s'en est suivi, ont mis au premier plan des professions souvent considérées comme allant de soi, nous rappelant leur valeur pour la société. Cette situation a contribué à rétablir un sentiment d'estime pour ces professionnels qui ont travaillé sans relâche durant cette période pour maintenir notre monde à flot.

Les perspectives sont plus qu'incertaines. Mais la pandémie a bel et bien mis à nu notre vulnérabilité face aux crises et révélé le niveau de précarité et d'interdépendance des économies que nous avons bâties. Des bouleversements semblables à ceux que nous venons de vivre ne se limitent pas aux pandémies ; ils peuvent aussi résulter de perturbations naturelles, politiques, économiques et environnementales. Notre capacité à réagir avec efficacité à l'avenir dépendra de la prévoyance, de la préparation et de la réactivité des gouvernements. De par leur rôle dans le développement des compétences et aptitudes nécessaires à la société de demain, les systèmes d'éducation devront être au cœur de cette planification. Il s'agit notamment de repenser la façon dont l'économie doit évoluer pour se prémunir contre l'adversité, et de définir les compétences, l'enseignement et la formation nécessaires à cet effet. Il s'agit en outre de travailler en étroite collaboration avec le secteur public et le secteur privé pour améliorer l'attractivité et les perspectives de certaines professions sur le marché du travail, notamment celles considérées comme essentielles à la collectivité.

Plus que jamais, cette pandémie est un appel à renouveler notre engagement politique en faveur des Objectifs de développement durable. Veiller à ce que tous les jeunes aient la possibilité de réussir à l'école et de développer les compétences qui leur permettront de contribuer à la société est au cœur des priorités mondiales et de l'engagement en faveur de l'éducation pour la société de demain. La crise actuelle met à l'épreuve notre capacité à faire face à des bouleversements de grande ampleur. Forts de cette expérience, il nous appartient désormais d'en faire naître une société plus résiliente.



Extrait de :
Education at a Glance 2020
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Éditorial », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/e2be5c39-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.